

ÉNERGIES

Les géants du fossile s'enfoncent dans le tout-pétrole

vendredi 9 février 2024, par [ORANGE Martine](#) (Date de rédaction antérieure : 7 février 2024).

Les grands groupes pétroliers occidentaux ont tiré un trait sur leurs engagements de lutte contre les dérèglements climatiques. Tous n'affichent plus qu'un objectif : produire toujours plus de pétrole et engranger toujours plus d'argent. Comme l'exigent leurs actionnaires.

Sommaire

- [Un nouveau record pour les](#)
- [En marche arrière sur les](#)
- [Le pétrole, leur « raison](#)
- [La grande fusion entre pétrole](#)

iBien sûr, cela n'a pas la même flamboyance qu'en 2022. Mais dans cet environnement morose, où l'activité économique mondiale patine, elles ont toutes les raisons de se féliciter de leurs résultats. Sur l'ensemble de l'année 2023, les cinq plus grandes compagnies pétrolières occidentales (Exxon, Chevron, Shell, BP, TotalEnergies) ont réalisé 113,3 milliards de dollars (105,2 milliards d'euros) de profits.

Comparé aux 180,5 milliards de dollars enregistrés l'année précédente, cela fait certes un peu pâle figure. Mais la crise énergétique s'est dissipée. Les cours du pétrole, qui avaient flambé à plus de 120 dollars le baril, sont redescendus tout au long de 2023 autour 70-80 dollars. Ceux du gaz ont été divisés par quatre, après les tensions extrêmes de 2021-2022, amplifiées par la guerre d'Ukraine. Tous affichent une baisse des profits qu'ils génèrent de 40 % à 50 % d'une année sur l'autre.

TotalEnergies ne fait pas exception. Officiellement, le groupe pétrolier est le seul à voir ses résultats progresser cette année : ils passent de 19 à 21,4 milliards de dollars entre 2022 et 2023. Ses profits de l'an dernier avaient cependant été sérieusement rabetés : ils étaient de plus de 36 milliards de dollars avant que le groupe n'inscrive une série de provisions et de dépréciations d'actifs, notamment après l'abandon de ses activités en Russie.

Le stand de TotalEnergies lors de l'Exposition internationale du pétrole d'Abou Dhabi en octobre 2023. © Photo Ali Haider / EFE / EPA via MaxPPP

Cette chute à l'unisson des profits des majors pétrolières vient conforter la thèse de ceux qui défendaient une taxe sur les superprofits des compagnies pétrolières l'an dernier : elles ont bien bénéficié d'un effet d'aubaine lié à des circonstances hors norme qui n'avaient rien à voir avec leurs performances intrinsèques. Cette année, elles n'ont plus rien à craindre en matière de taxation supplémentaire : la question d'un prélèvement sur les superprofits a été enterrée depuis longtemps.

Un nouveau record pour les rachats d'actions

Loin d'être affectées par ces baisses, les majors pétrolières y voient au contraire un signe d'encouragement : leurs profits de 2023 sont supérieurs de 40 % à ceux de 2021. Pour TotalEnergies, c'est la meilleure performance de son histoire ; pour Exxon, la deuxième.

Toutes y décèlent la confirmation du bien-fondé des changements de stratégie qu'ils ont adoptés au cours des deux dernières années. Passés un peu inaperçus, ces revirements se déclinent chez toutes de la même manière : renforcement des activités pétrolières et gazières, abandon des engagements en faveur de la lutte contre les dérèglements climatiques, diminution des investissements et des immobilisations trop gourmandes en capitaux, augmentation des rendements. En un mot, tout ce que leur demandent leurs actionnaires.

« Les grandes sociétés pétrolières démontrent qu'elles peuvent tenir leurs promesses, même quand les prix baissent », [s'enthousiasme](#) le chroniqueur énergie de Bloomberg. Les majors pétrolières ne pouvaient avoir plus d'encouragements.

Parmi les cinq plus grandes compagnies pétrolières occidentales, TotalEnergies est la seule à avoir augmenté ses profits entre 2022 et 2023. © Infographie Mediapart

Habituées jusque-là à dominer Wall Street, Exxon et Chevron vivent très mal leur relégation derrière les géants du numérique et de la high-tech. Pour doper leurs cours, elles usent de l'arme désormais favorite des grands groupes : les rachats d'actions. Leurs concurrentes européennes n'ont eu aucun mal à se laisser convaincre de les imiter. Année après année, les sommes dépensées pour rémunérer les actionnaires atteignent de nouveaux sommets.

Mais 2023 marque un record toutes catégories : les cinq majors ont reversé plus de 90 milliards de dollars, dont plus de 60 milliards sous forme de rachats d'actions, à leurs actionnaires. Les unes et les autres se sont engagées à [faire encore mieux cette année](#).

Cette politique se révèle des plus payantes. Les majors pétrolières, qui redoutaient dans les années 2018-2019 de se voir [exclues](#) des marchés des capitaux avec l'instauration de normes ESG (environnement, social et gouvernance) en cours d'adoption par les institutions internationales et les financiers, ne nourrissent plus aucune crainte : attirés par la manne pétrolière, les investisseurs reviennent au galop. Même la finance verte, qui se voulait exemplaire en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, [a passé la marche arrière](#). Les gérants de ces fonds « verts » achètent en masse ces valeurs pétrolières parce qu'elles offrent des rendements imbattables.

En marche arrière sur les renouvelables

Ce soutien explicite des marchés financiers encourage les groupes pétroliers à abandonner leurs discours précédents : plus question d'être les champions des énergies renouvelables, de contribuer par tous les moyens à l'instauration d'une économie décarbonée et de renoncer au pétrole et au gaz.

Très en pointe dans la promotion d'une stratégie bas carbone, BP a fait un [tête-à-queue spectaculaire en 2023](#). Lors de la présentation de ses résultats, son président, Bernard Looney, avait alors annoncé une révision drastique des ambitions du groupe dans ce domaine. Au lieu de 40 % de baisse de ses émissions en 2030, il ne prévoyait qu'une diminution de 25 % à cette date, l'objectif initial étant reporté à 2050.

Le changement de cap a été encore plus brutal que prévu. Déjà contesté pour ses résultats

médiocres, Bernard Looney a dû démissionner en septembre dernier pour n'avoir pas révélé toutes ses relations « personnelles » dans l'entreprise. Son successeur, Murray Auchincloss, n'a été confirmé que fin janvier. Entre-temps, le groupe pétrolier britannique a décidé de pousser les feux dans le pétrole et le gaz et d'oublier nombre de projets dans les énergies renouvelables.

Le mouvement est général. Estimant que les prix de rachat garantis par les gouvernements ne sont pas suffisamment élevés pour des projets de champs d'éoliennes ou de parcs solaires, les majors ont renoncé à participer à de nombreux appels d'offres voire se sont retirées des projets déjà lancés. Tout cela n'est pas assez rentable, selon eux.

Dans le souci d'améliorer les performances de Shell, son directeur général Wael Sawan, en poste depuis un an, a annoncé son intention [de vendre des actifs](#) et de réduire ses investissements – pourtant déjà assez faibles – dans les solutions bas carbone. Il prévoit de supprimer des centaines d'emplois dans ces activités.

La direction d'Exxon, qui n'a jamais été favorable à toute transition énergétique, ne fait même plus d'effort pour cacher ses positions. À l'exception de la [capture du CO₂](#) et de l'hydrogène, dernières lubies des financiers, elle n'a pas de grand projet dans le domaine. Ne se sentant plus contraint par les discours ambiants, le groupe pétrolier a même décidé de montrer les dents face à toute contestation écologique : il vient [d'engager](#) des actions judiciaires contre deux fonds activistes qui contestaient son absence de politique environnementale, bien que ceux-ci aient renoncé à leur pétition.

Le pétrole, leur « raison d'être »

À ce stade, il n'y a plus que TotalEnergies qui revendique encore sa volonté de vouloir se développer dans les énergies renouvelables. Le groupe a toujours l'ambition d'atteindre les 100 gigawatts (GW) de puissance installée dans la production d'électricité renouvelable d'ici à 2030. Même si le pétrolier français semble faire bande à part sur le sujet, il se retrouve cependant en parfait accord sur l'essentiel avec ses concurrents : le pétrole et le gaz sont plus jamais les fondements de leur activité, leur « raison d'être ». C'est de là que les uns et les autres tirent tout leur argent.

Les groupes s'enfoncent dans la politique la plus court-termiste qui soit : produire le plus de pétrole possible, en dégagant le plus d'argent possible, sans se soucier de l'avenir.

Les cinq majors ont là aussi changé d'approche sur le sujet : ces activités doivent consommer beaucoup moins de capitaux qu'auparavant, être plus rapidement rentables. Ces nouvelles exigences les amènent à reconsidérer leurs engagements, à nettoyer leur portefeuille, à céder les actifs risqués.

En janvier, Shell a ainsi annoncé la [vente](#) pour 1,3 milliard de dollars de ses activités d'extraction pétrolière au Nigéria, un pays où le groupe travaille depuis des années. Ce dernier prévoit de ne conserver que son exploration offshore jugée moins risquée et moins contestée par les populations. De la même manière, Chevron se dit prêt à vendre des actifs dans l'Alberta (Canada), pas assez rentables.

La grande fusion entre pétrole traditionnel et pétrole de schiste

Pour les groupes pétroliers américains, cette révision des activités pétrolières s'inscrit dans ce qui pourrait s'apparenter à un certain isolationnisme. 2023 a marqué en effet un changement majeur

dans le monde pétrolier américain : la fusion entre les activités pétrolières traditionnelles et celles issues du pétrole et du gaz de schiste.

Pendant près de quinze ans, les grandes majors pétrolières ont regardé avec une certaine condescendance le développement de ces petites unités pétrolières et gazières travaillant par fracturation de la roche sur tout le territoire américain. L'accélération de ces productions – qui ont permis aux États-Unis de se hisser à nouveau aux premiers rangs des producteurs pétroliers mondiaux et d'assurer l'indépendance énergétique du pays, sur fond de crise énergétique – a convaincu les majors pétrolières qu'il n'était plus temps de les ignorer.

En octobre, Exxon a [racheté](#) la société texane Pioneer Natural Resources pour 59,5 milliards de dollars. C'est la première grande OPA dans le pétrole de schiste. La fusion des deux groupes devrait permettre d'atteindre une production de 2 millions de barils de pétrole de schiste par jour en 2027. Chevron, qui a l'ambition de produire près de 1 million de barils par jour de pétrole de schiste au Texas, serait le prochain candidat pour racheter d'autres de ces producteurs, à en croire certains traders.

Indifférents au contexte international, les groupes pétroliers américains pourraient [produire](#) plus de 11 millions de barils par jour cette année, selon les prévisions. Cette politique de production intensive vient heurter de plein fouet celle de l'Arabie saoudite et de l'Opep, qui cherchent, dans cette période de moindre demande, à maintenir des cours élevés en diminuant leur production.

Tant que les majors pétrolières réussiront à dégager des marges plantureuses même avec des prix moyens, elles pourront poursuivre dans cette voie. Mais si leur rentabilité se dégrade, tout s'arrêtera. Car l'important, ce n'est ni le climat ni la préservation de la planète, c'est la satisfaction des actionnaires.

Martine Orange

P.-S.

- MEDIAPART. 7 février 2024 à 20h47 :
<https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/070224/les-geants-du-fossile-s-enfoncent-dans-l-e-tout-petrole>

Les articles de Martine Orange sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/martine-orange>

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>